

Situation de l'économie et de l'emploi : conjoncture 2023 et perspectives 2024

NOVEMBRE 2023

Plan de la présentation

- 1. Situation au niveau national en 2023**
- 2. Situation au niveau local en 2023**
- 3. Perspectives 2024**

Situation au niveau national en 2023



Principales sources utilisées

ofce Policy brief 121
17 octobre 2023

SOUS LA MENACE DU CHÔMAGE

Perspectives 2023-2024 pour l'économie française

Département analyse et prévision de FORCE, Éric Heyer (dir.) et Xavier Timbauw (dir.)

Résumé

En 2023, avec une inflation encore élevée (+5,2 % en 2023 comme en 2022) et un contexte marqué par la forte remontée des taux d'intérêt directeurs de la BCE, la croissance du PIB serait de 0,9 %.

L'année 2024 serait l'année de la baisse de l'inflation (3,3 % en moyenne annuelle et 2,3 % en glissement annuel en fin d'année) mais la croissance resterait modeste (0,8 %) en raison de la pleine matérialisation des effets des hausses des taux d'intérêt directeurs. Selon notre évaluation, l'effet de la politique monétaire amputerait la croissance du PIB de 0,9 point en 2024 (après -0,4 point en 2023).

La seconde moitié de l'année 2023, mais surtout l'année 2024, seraient celles du retournement de la courbe du chômage, ce dernier passant de 7,2 % actuellement à 7,9 % à la fin de l'année prochaine dans un contexte de hausse marquée de la population active due à la mise en place de la réforme des retraites. La faible croissance de l'activité et le rattrapage partiel des pertes de productivité passées auraient raison du fort dynamisme de l'emploi observé ces dernières années (533 000 en glissement annuel en 2024, après 140 000 en 2023 et 509 000 en 2022).

À l'inverse de 2022 et de 2023, les salaires réels augmenteraient (0,6 % en 2024, ce qui limiterait les effets négatifs des pertes d'emplois (-0,1 %) sur la masse salariale. En 2024, le salaire réel (défaut par l'IPC) reviendrait à son niveau de 2019.

Après une année 2022 marquée par une contraction du pouvoir d'achat par unité de consommation (UC) (-0,4 % faisant suite à 2,1 % en 2021), les ménages verraient à nouveau leur revenu réel augmenter en 2023 et 2024 (respectivement 0,7 % et 0,4 % par UC), poussé encore cette année par les créations d'emplois, les revenus du patrimoine et le soutien fiscal, et l'année prochaine par la hausse des salaires réels.

Malgré la réduction des mesures budgétaires exceptionnelles, le déficit public resterait à 4,8 % du PIB en 2023 et 2024 en raison principalement d'une croissance atone qui pèserait sur les rentrées fiscales.

SciencesPo

Croissance modeste, sur fond d'incertitudes géopolitiques

Note de conjoncture

12 octobre 2023

Insee Mesurer pour comprendre

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES FRANCE

18 septembre 2023

BANQUE DE FRANCE ÉCONOMÉTRIE

- Par rapport à notre prévision de juin, nous anticipons une croissance cumulée très proche d'ici fin 2025, mais avec une séquence modifiée : plus élevée en 2023, suivie par une reprise plus progressive. L'économie française parviendrait donc à sortir progressivement de l'inflation sans récession, même si un contexte international peu favorable pèserait sur la reprise. Pour l'année 2023, portée par une croissance soutenue au premier semestre, notre prévision de croissance du PIB est rehaussée à 0,9 %. Ensuite, la révision à la hausse des prix de l'énergie sur notre horizon de prévision, et surtout celle à la baisse de la demande mondiale adressée à la France, nous conduisent à baisser légèrement nos prévisions pour les années 2024 (0,9 %) et 2025 (1,3 %).
- Après avoir atteint son pic début 2023, l'inflation totale continuerait de refluer pour s'établir à 4,5 % sur un an au quatrième trimestre de cette année. En effet, les nouvelles hausses des prix de l'énergie de l'été 2023 sont différentes de celles observées en 2022 et seraient, d'après les anticipations actualisées des marchés, temporaires. Au-delà des soubretours toujours possibles sur les composantes les plus volatiles, l'inflation baisserait clairement sur tout l'horizon de notre prévision, avec une généralisation de la tendance qui s'est endormie d'abord sur le prix des biens industriels, puis alimentaires, et qui gagnerait enfin les services. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait autour de 2 % en 2025.
- Nous anticipons un repli modéré de l'emploi, qui s'ajusterait avec retard au ralentissement économique observé depuis fin 2022. Ainsi, le taux de chômage remonterait progressivement sur notre horizon de prévision pour atteindre 7,8 % en 2025, un niveau cependant inférieur à celui qui prévalait avant la crise Covid.
- Même si le resserrement reste plus négatif, le pouvoir d'achat des ménages progresserait en moyenne à l'horizon de la prévision grâce essentiellement au rétablissement des salaires réels. La situation des entreprises serait réaliste avec un taux de marge qui resterait légèrement supérieur à celui observé avant la crise du Covid. Cette situation favorable des ménages et des entreprises à l'horizon de la prévision aurait cependant pour contrepartie un taux d'endettement public qui demeurerait à environ 110 % du PIB en 2025, soit un taux nettement plus élevé que la moyenne de la zone euro (88,5 %), qui, lui, baisserait d'environ 3 points de PIB entre 2022 et 2025.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

(en euros par rapport à juin 2023 en %)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	-7,7	4,4	3,5	0,9	0,9	1,3
IPCH	0,0	0,2	-0,4	-0,1	0,2	-0,1	-0,2
IPCH hors énergie et alimentation	1,3	0,9	2,1	0,9	0,8	2,8	1,8
Taux de chômage (ST, France entière, % population active)	0,6	0,6	1,3	3,4	4,2	2,8	2,1
Pouvoir d'achat par habitant**	-	-	-	-	0,2	0,2	-0,1
Donnée publique (en % du PIB)	8,5	8,0	7,9	7,3	7,2	7,5	7,8
	-	-	-	-	0,2	-0,2	0,0
	2,2	0,0	2,3	-0,1	0,6	0,7	0,6
	0,0	0,1	0,1	0,0	1,0	-0,7	0,0
	97,4	114,7	112,9	111,8	109,5	109,4	110,2
	0,0	0,1	0,0	0,2	-1,2	-1,6	-1,6

Données corrigées des effets saisonniers. Tous les chiffres sont en % sauf indication contraire. Les données par rapport à juin 2023, fondées sur les comptes trimestriels du 28 avril 2023, sont indiquées en italique, calculées en pourcentage et en des chiffres arrondis. Projections fondées sur les comptes trimestriels du 31 août 2023 et basées sur des hypothèses techniques indiquées en 20 août 2023.

** Rapport au défendeur de la consommation.

Source : Insee pour 2019 à 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2023), projections Banque de France sur fond basés.

Projections macroéconomiques pour la France éditées par la Banque de France - septembre 2023

En 2021, les inégalités et la pauvreté augmentent

Insee Première n° 1973 - Novembre 2023

En 2021, en France métropolitaine, le niveau de vie médian annuel des personnes vivant dans un logement ordinaire est de 23 160 euros. 3,1 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit 1 158 euros par mois pour une personne seule en 2021.

La reprise de l'activité en 2021 s'est accompagnée d'une hausse des revenus du travail et des dividendes reçus par les ménages, plus marquée pour les ménages les plus aisés dont le niveau de vie augmente. À l'opposé, la non-reconstruction des aides de solidarité exceptionnelles versées en 2020 en lien avec la crise sanitaire a pesé sur les niveaux de vie des ménages les plus modestes qui diminuent en 2021. Le taux de pauvreté augmente de 0,9 point en 2021, passant de 13,6 % à 14,5 %. L'intensité de la pauvreté s'accroît aussi, passant de 12,7 % en 2020 à 20,2 % en 2021.

Même si les évolutions entre 2019 et 2020 restent incertaines, du fait des conditions de collecte particulières des enquêtes en 2020 et de la fragilité des indicateurs cette année atypique, la France sort de l'épisode Covid en 2021 avec un taux de pauvreté supérieur à celui qu'elle avait quand elle y est entrée.

Advertisement : Le niveau des indicateurs présentés dans cette publication ne sont pas directement comparables avec les publications antérieures. L'incidence sur le Revenu fiscal de référence (RFR) qui sert de référence pour le seuil de revenu en France métropolitaine, a connu une réforme importante en 2021. Un travail spécifique de correction des niveaux des indicateurs justifié en 2022 a été effectué afin de pouvoir proposer dans cette publication des séries historiques cohérentes.

En 2021, selon l'enquête Revenu fiscal de référence (RFR) sources, le niveau de vie annuel médian des personnes vivant dans un ménage de France métropolitaine est de 23 160 euros. Il correspond à un revenu disponible de 1 590 euros par mois pour une personne seule et de 3 474 euros par mois pour un couple avec un enfant de moins de 14 ans.

Ces niveaux ne sont pas directement comparables à ceux publiés les années antérieures. En effet, en 2021, l'RFR a dû s'adapter à la nouvelle enquête Emploi (document de l'Observatoire de l'emploi et des salaires, G42021). Cette réforme a également l'occasion de revoir la chaîne de production de l'indicateur. Un travail spécifique d'évaluation des ruptures de séries historiques cohérentes, avec des niveaux corrigés par rapport aux publications passées (en particulier, l'Observatoire de la Division, l'Observatoire de l'emploi et du Salaire, Revenu fiscal et social, 2023).

En 2021, en euros constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, le niveau de vie réel a été légèrement en baisse de distribution, après avoir progressé en 2020. La baisse est plus prononcée pour les 20 % de ménages les plus modestes (respectivement -2,1 % et -2,0 % pour le premier et second déciles de niveau de vie) et est atténuée pour les ménages des trois déciles suivants. Au centre de la distribution, le niveau de vie médian est en léger recul à -0,3 % (voir figure 1).

Plusieurs évolutions du système redistributif concourent au recul des revenus après redistribution des plus modestes en 2021. L'aide exceptionnelle de solidarité Covid versée en 2020 aux ménages bénéficiaires de certaines prestations sociales (notamment du revenu de solidarité active et des aides au logement) et la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire n'ont pas été reconstruites en 2021 (figure 2a). Dans une moindre mesure, les revalorisations de plusieurs prestations sociales (notamment l'indemnité compensatrice de congés payés) ont été observées l'année précédente, elles ne suffisent pas à maintenir indifféremment leur pouvoir d'achat lorsque l'inflation augmente comme c'est le cas en 2021 où l'inflation atteint 5,2 % après 4,5 % en 2020. La réforme des allocations logement visant à tenir compte des revenus des ménages en temps réel a été également entrée en application au mois de janvier 2021. Elle a conduit à une baisse du montant total d'aide au logement versé par rapport à ce qu'il aurait été sans réforme, toutes choses égales par ailleurs (figure 2b, 2022).

Le niveau de vie avant redistribution induit ici à la fois le revenu du travail et des dividendes de soutien à l'activité ou avant même en place ou renforcés durant la crise sanitaire (aides partielles et forcé de solidarité pour les entreprises, indemnités, emprunts) ainsi que les revenus de remplacement (allocations chômage, pensions, retraites) et les revenus du patrimoine. Le corollaire est en temps réel, les légèrement en baisse des ménages, excepté les plus modestes. La dynamique des revenus d'origine est atténuée par la diminution des allocations chômage et des dispositifs français de soutien aux revenus d'activité.

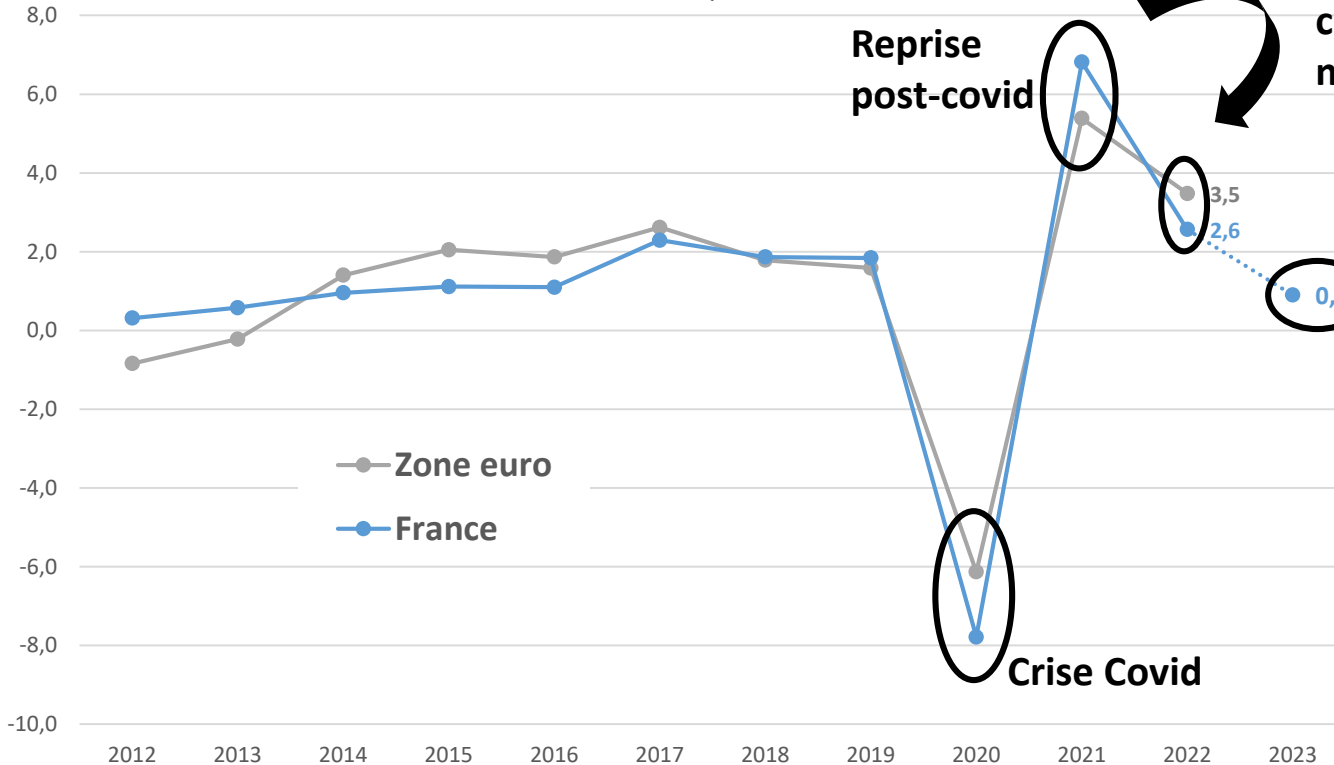
Les déciles de niveau de vie de la deuxième moitié de la distribution sont en hausse en 2021 et gagnent plus fortement le niveau des huitième à dixième (1,3 % et huitième 1,1 %). Cette progression du niveau de vie de la moitié des ménages les plus aisés est principalement portée par la hausse de leur niveau de vie avant redistribution. Ces ménages sont en effet peu affectés par l'effet des aides exceptionnelles visant à soutenir les plus bas revenus mis en place pendant la crise sanitaire et bénéficient de la reprise de l'activité.

Le niveau de vie avant redistribution induit ici à la fois le revenu du travail et des dividendes de soutien à l'activité ou avant même en place ou renforcés durant la crise sanitaire (aides partielles et forcé de solidarité pour les entreprises, indemnités, emprunts) ainsi que les revenus de remplacement (allocations chômage, pensions, retraites) et les revenus du patrimoine. Le corollaire est en temps réel, les légèrement en baisse des ménages, excepté les plus modestes. La dynamique des revenus d'origine est atténuée par la diminution des allocations chômage et des dispositifs français de soutien aux revenus d'activité.

Une croissance modeste en 2023, sur fond de reprise étouffée et de tensions géopolitiques

Taux croissance annuel du Produit intérieur brut (PIB)

Source : Insee/Eurostat



Reprise post-covid

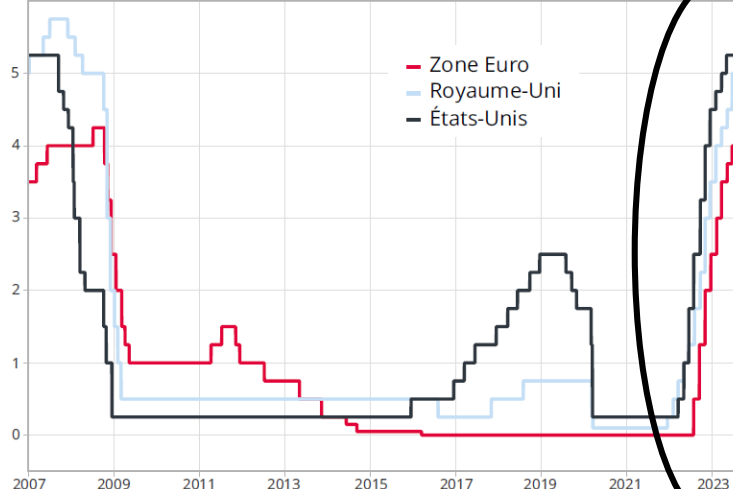
Fort freinage de la croissance en 2022 mais reste positive

Changement d'environnement international :

- crise énergétique
- guerre en Ukraine
- difficultés d'approvisionnement

Prévision de croissance du PIB pour la France à 0,9 % en 2023

(taux directeurs ; taux journalier en %)



...qui s'explique notamment par la hausse des taux directeurs des banques centrales

Dernier point : 29 septembre 2023.

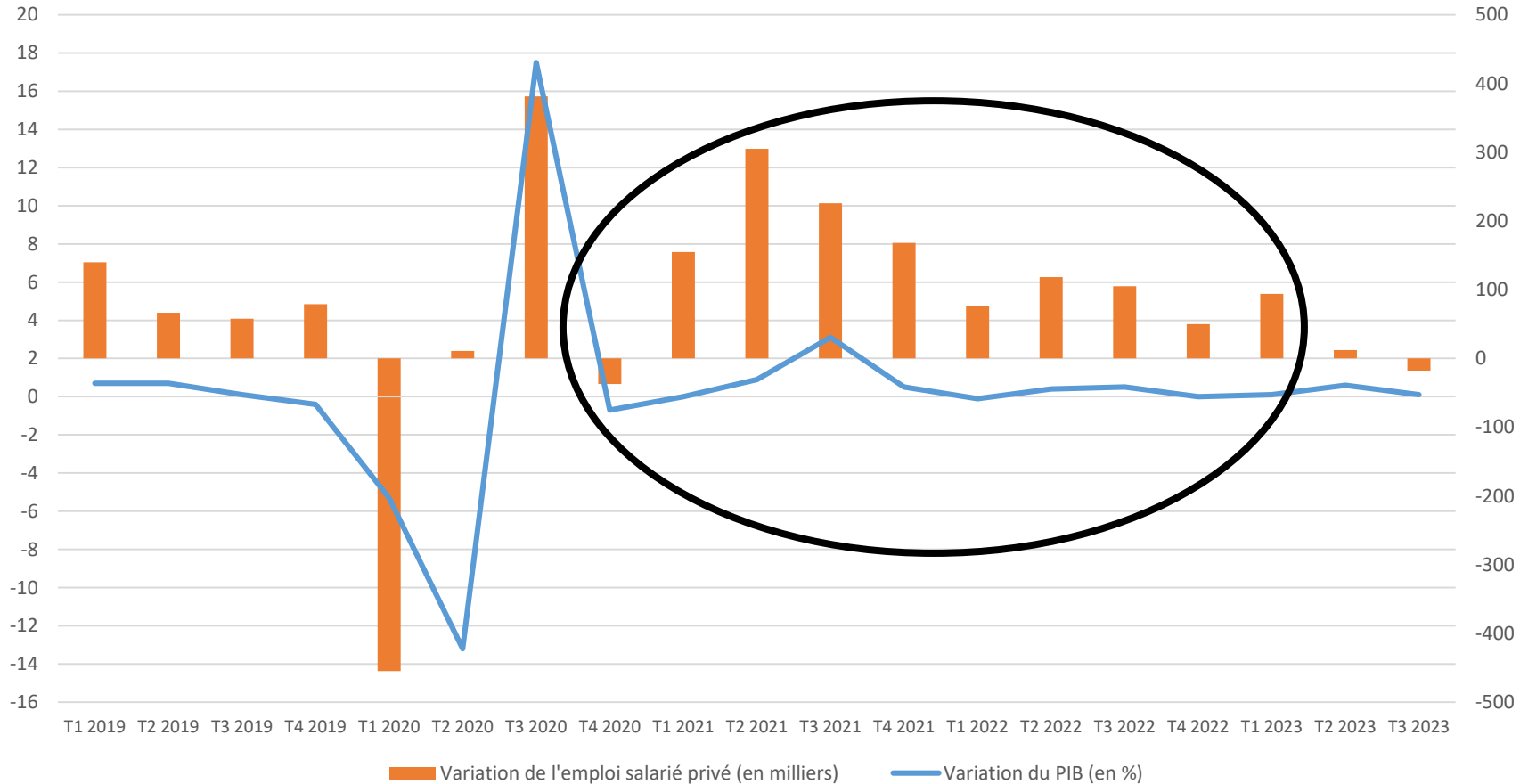
Source : Banque Centrale Européenne, Banque d'Angleterre, Réserve Fédérale.



Une sortie de crise-Covid marquée par un découplage entre croissance et emploi

Variation de l'emploi salarié privé et du PIB entre T1 2019 et T3 2023

Source : Insee



À contre-courant de la dynamique de la croissance, le rebond de l'emploi observé en sortie de crise-Covid a été notamment alimenté par :

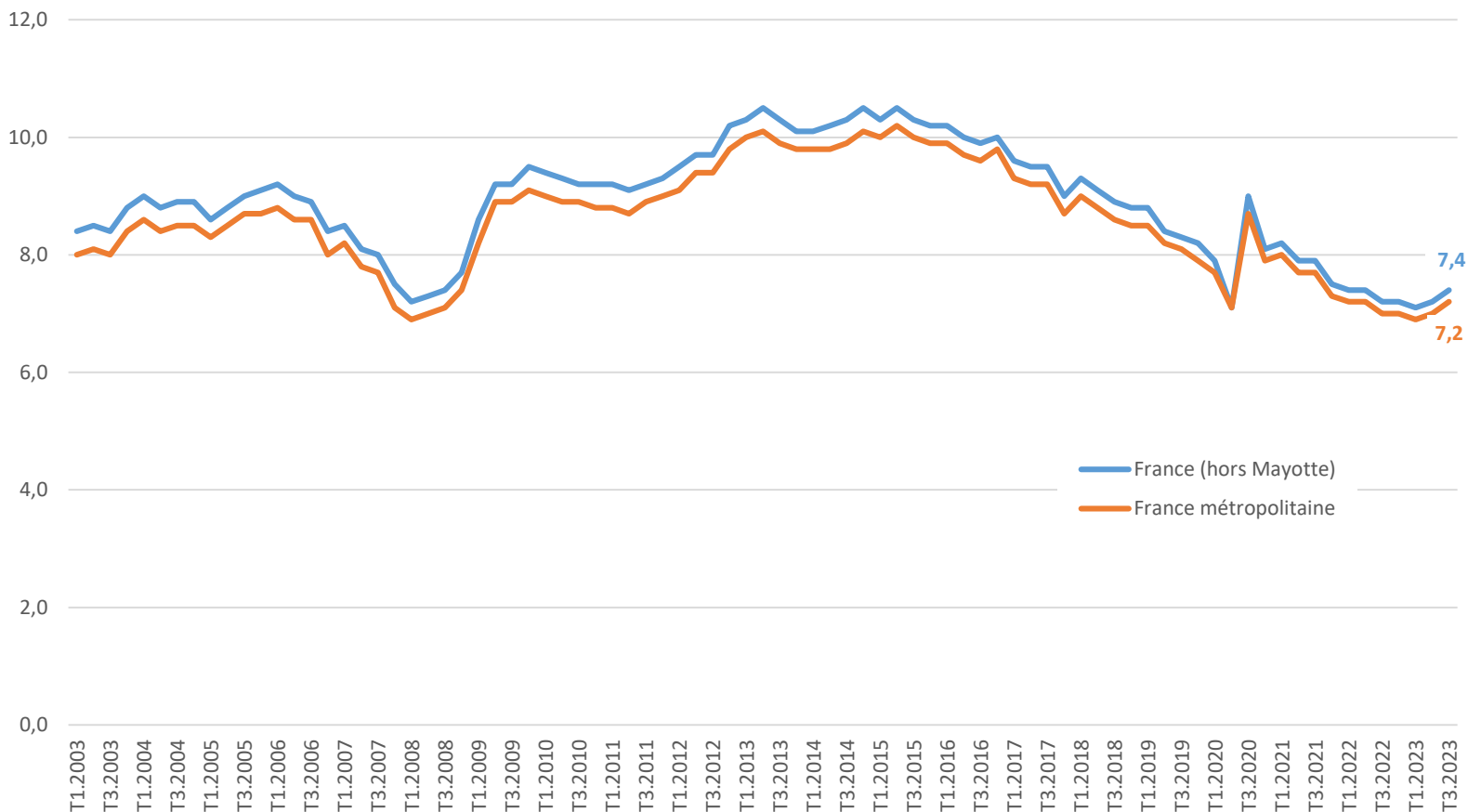
- Une baisse du temps de travail moyen par salarié depuis la crise-Covid (baisse de la productivité)
- Une croissance de l'apprentissage
- Des aides publiques aux entreprises massives depuis la crise-Covid

Un rebond de l'emploi post-Covid stoppé au 3^e trimestre 2023

Taux de chômage au sens du BIT par trimestre depuis 2003

Source : Insee, données CVS, Enquête Emploi

Champ : Personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire



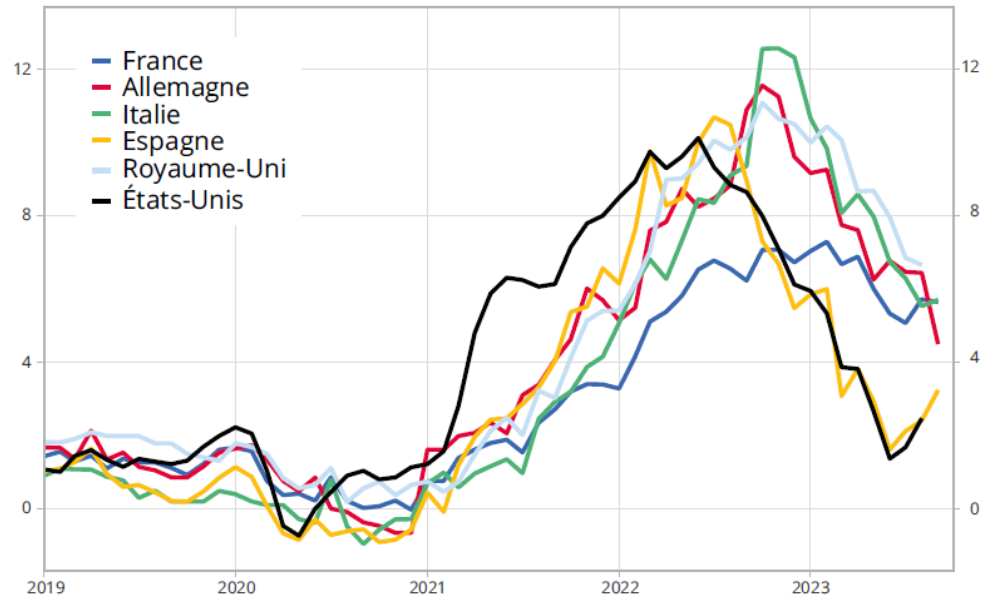
Après une stabilisation à un niveau historiquement bas au 2^e trimestre 2023 avec un taux de chômage s'élevant à 6,9%, le rebond de l'emploi est stoppé à la mi 2023 :

- 7,2 % au T3 2023
- 7,4 % attendu en T4 2023

Une inflation qui se maintient à un niveau élevé en 2023 mais dont le reflux s'amorce

Comparaison des niveaux d'inflation (au sens de l'indice des prix à la consommation harmonisé)

(glissement annuel en %)



Dernier point : septembre 2023 (pour la France, l'Allemagne, l'Italie, et l'Espagne) et août 2023 (pour les États-Unis et le Royaume-Uni).

Note : indices des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BLS, calculs Insee.

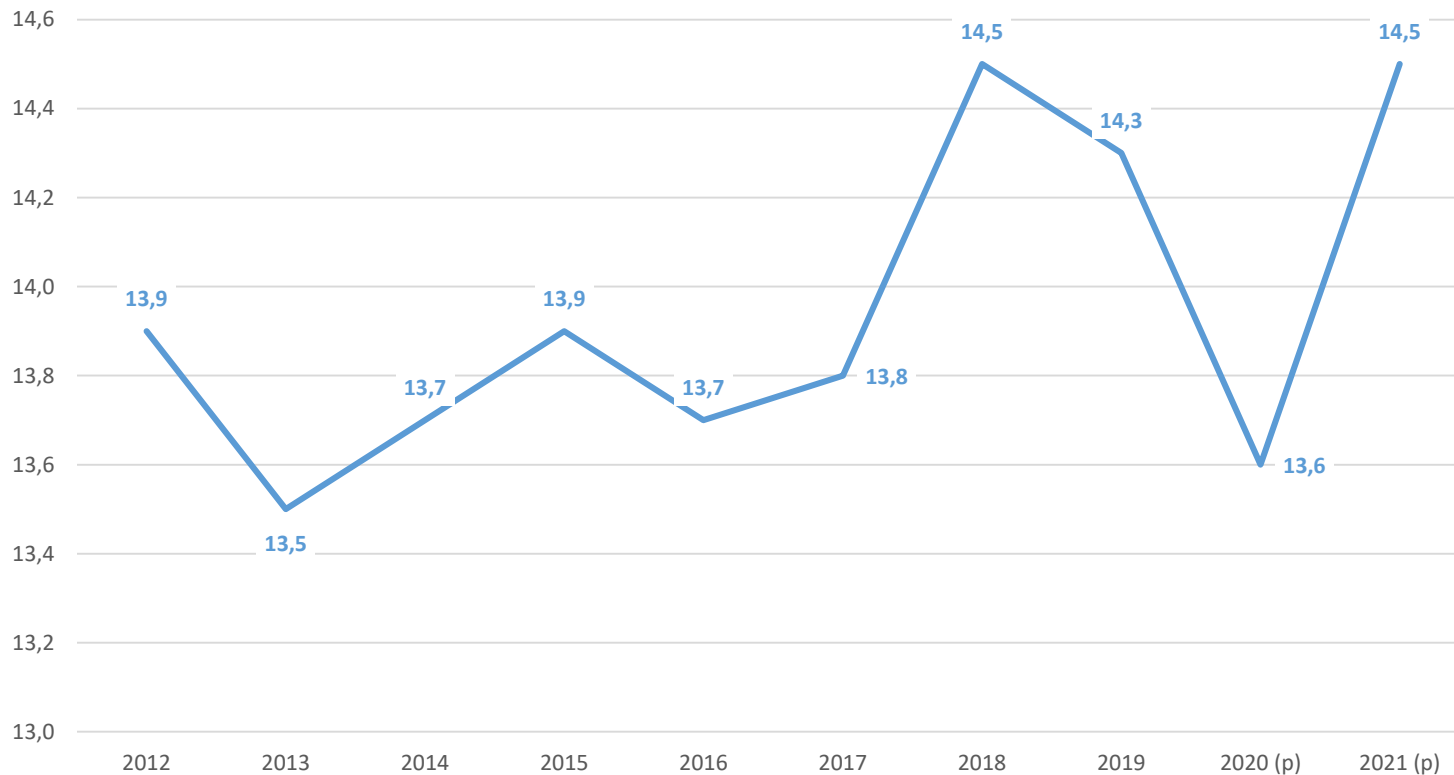
- Un niveau d'inflation qui reste élevé en France en 2023 : +5,3%, comme en 2022
- Une inflation essentiellement tirée par l'alimentaire (pour 40 %, contre 20% en 2022), qui pèse davantage sur les plus modestes
- Logique qui rompt avec une longue phase de faible inflation (depuis la fin des années 1980 et plus encore depuis le passage à l'euro)
- Un mouvement de reflux engagé en France, tout comme dans l'ensemble des économies occidentales (en particulier en Espagne et aux États-Unis)

> **VOIR LES ANNEXES POUR ALLER PLUS LOIN**

Une sortie de la crise-Covid marquée par un accroissement de la pauvreté...

Taux de pauvreté au seuil de 60 %

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux



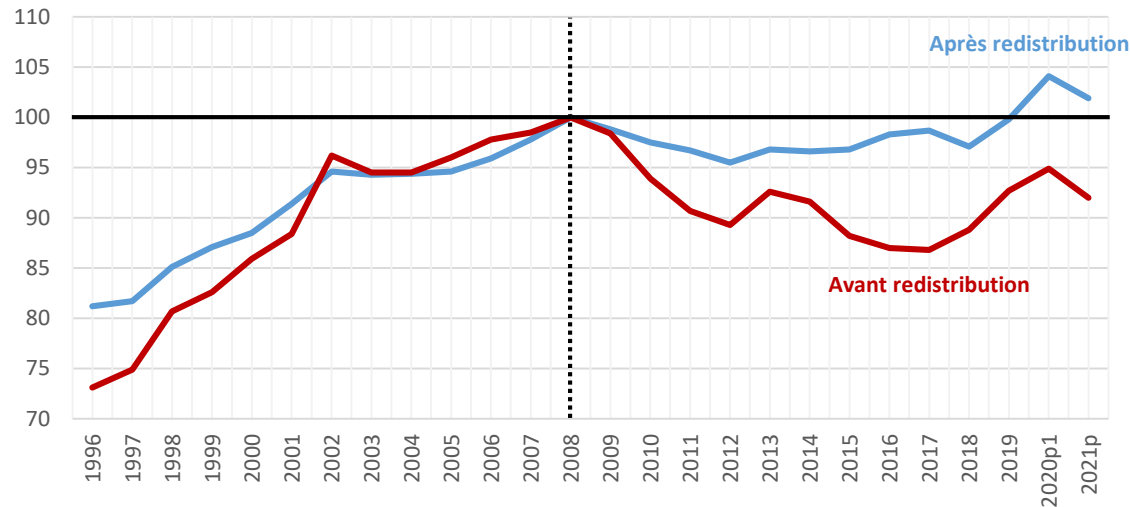
- Le seuil de pauvreté correspond à un revenu disponible (après redistribution) de 1 158 € mensuels pour une personne seule et 1 737 € pour un couple
- En 2021, 9,1 millions de personnes vivaient au dessous du seuil de pauvreté, soit 552 000 personnes de plus qu'en 2020
- Les causes évoquées par l'Insee :
 - Arrêt des aides exceptionnelles de solidarité Covid
 - Non-reconduction de la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (+100€ en 2020)
 - L'indexation de certaines prestations sociales (RSA, AAH, ASS...) sur l'inflation de l'année passée
 - La réforme des allocations logement



...et un creusement des inégalités

Évolution du 1er décile de niveau de vie
entre 1996 et 2021

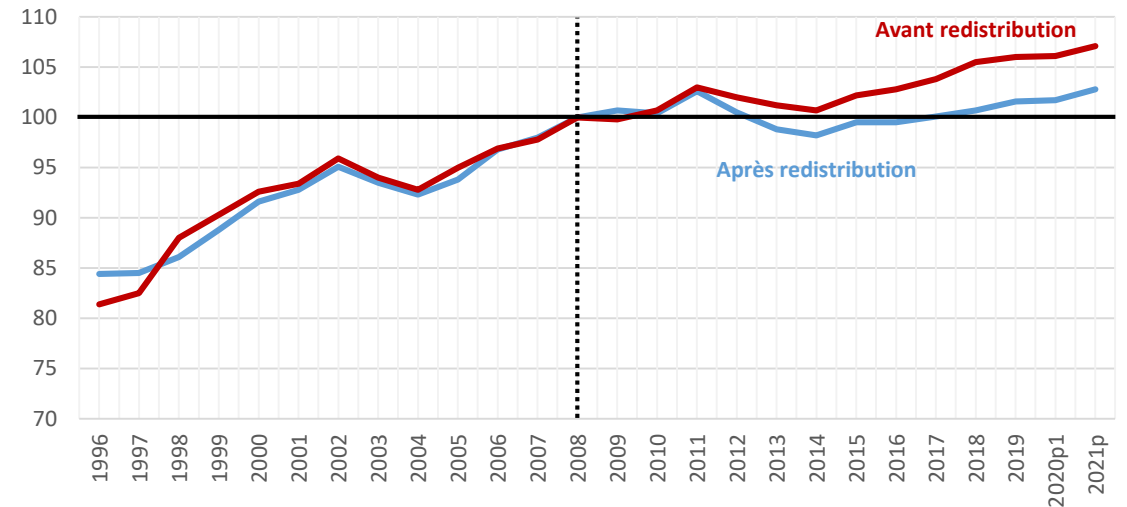
Base 100 en 2008 - Source Insee



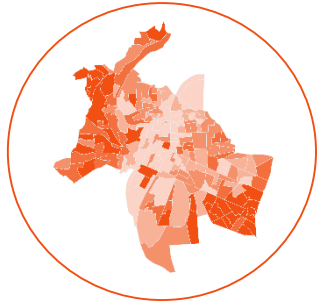
- La moitié de la population la moins aisée a vu son niveau de vie reculer (en tenant compte de l'inflation), et plus encore les 20 % les plus pauvres
- Les raisons qui l'expliquent sont les mêmes que pour l'augmentation du taux de pauvreté
- Les ménages les plus modestes n'ont pas bénéficié de la reprise de la reprise économique post-Covid

Évolution du 9e décile de niveau de vie
entre 1996 et 2021

Base 100 en 2008 - Source Insee



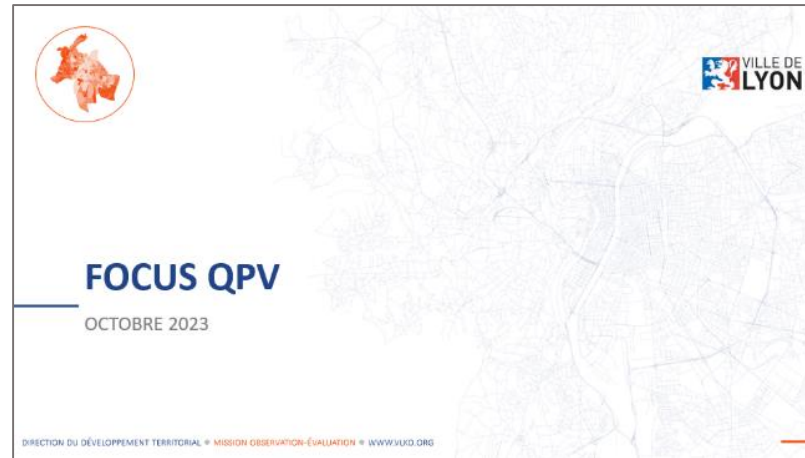
- À l'inverse, la moitié la plus aisée a vu son niveau de vie augmenter, et plus encore les 20 % les plus riches
- Les plus aisés voient leur niveau de vie tiré par la hausse des revenus du travail, mais aussi des revenus financiers (pour les plus riches)
- Les plus aisés ont quant à eux bénéficié de la reprise économique post-Covid



Situation au niveau local en 2023

NOVEMBRE 2023

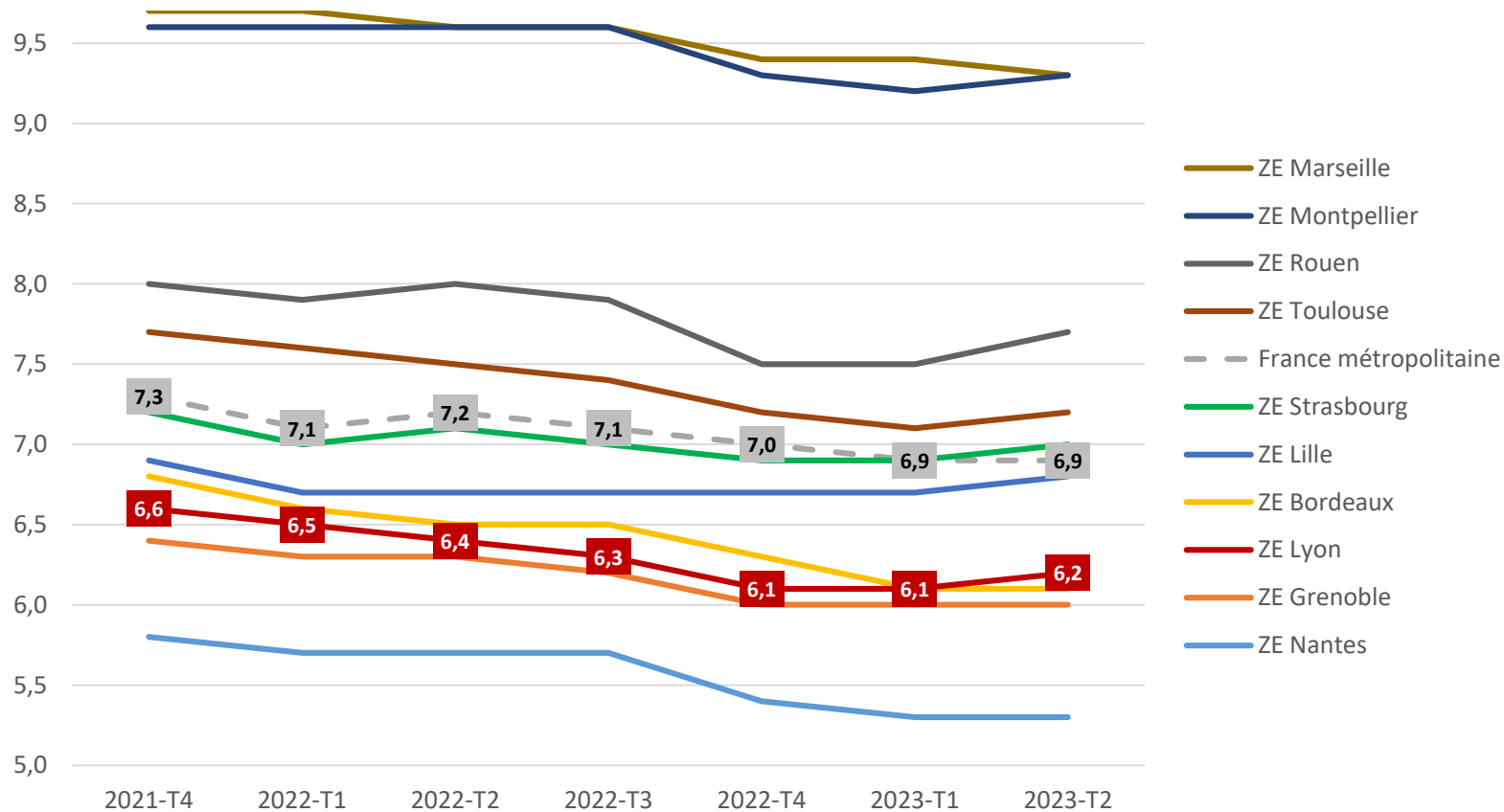
Principales sources utilisées



Un rebond de l'emploi post-Covid amplifié au niveau de la zone d'emploi de Lyon jusqu'au 2^e trimestre 2023

Taux de chômage localisé par zone d'emploi au cours des six derniers trimestres :
2021-4T au 2023-2T (en%)

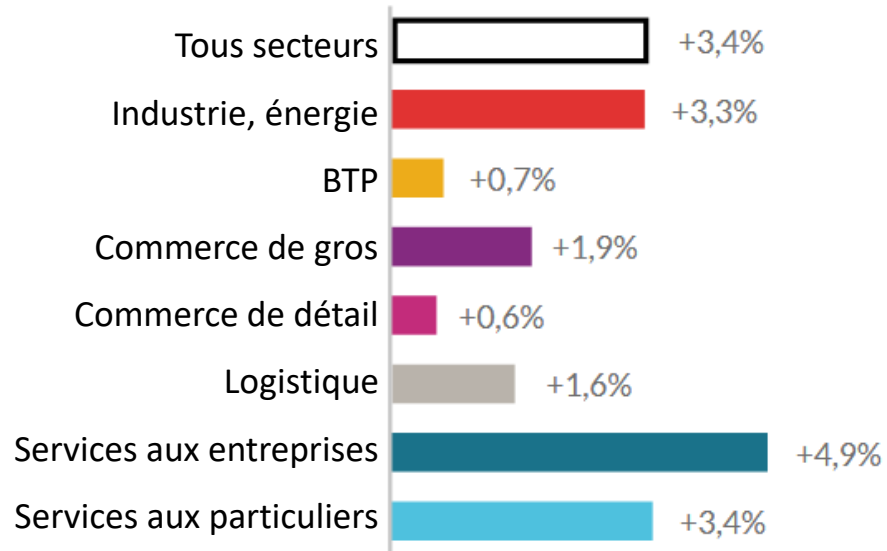
Source : Insee, données CVS, Enquête Emploi



- Le rebond de l'emploi post-Covid observé au niveau national est **amplifié au niveau de la zone d'emploi de Lyon** par rapport à la France métropolitaine.
- À l'échelle de la zone d'emploi de Lyon, après une **baisse de façon significative du taux de chômage** entre le 3^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2022 (-0,9%), on observe **une stabilisation au deuxième trimestre 2023**, à hauteur de 6,2% (+0,1 point par rapport au 1^{er} trimestre).

Un rebond de l'emploi tiré localement par une croissance des emplois salariés du secteur privé sur 2022-2023 (OPALE)

Evolution de l'emploi en un an au niveau de la Métropole de Lyon au T1 2023



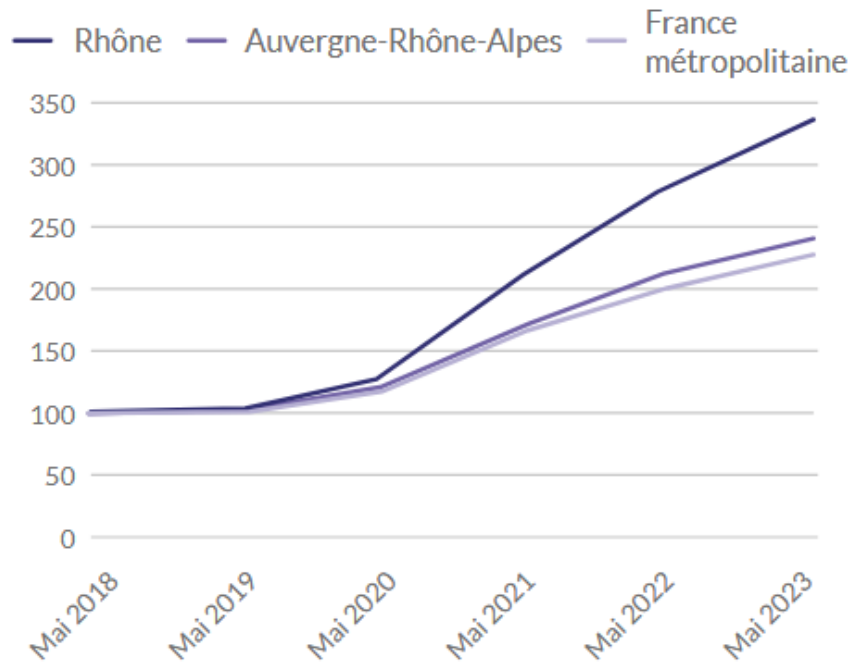
Source : Ursaaf Rhône-Alpes

- Entre le T1 2022 et le T1 2023, l'ensemble de « carré métropolitain* » de Lyon connaît une **croissance du nombre d'emploi salarié privé** (+2,2%, soit 26 200 emplois supplémentaires)
- Cette hausse est **particulièrement marquée dans la Métropole de Lyon (+3,4%), et plus encore au niveau de la Ville de Lyon (+5,4%)**
- Des **indices de fragilité identifiés** :
 - Des carnets de commande dans l'industrie qui s'effritent et des stocks jugés trop importants
 - Un début de ralentissement de l'activité dans le bâtiment avec une anticipation compliquée pour la fin d'année
 - Une forte hausse des défaillances d'entreprise sur le début de l'année 2023

*Périmètre d'étude et d'observation de l'Agence d'urbanisme de Lyon comprenant les EPCI du Rhône, du sud de la Saône-et-Loire, de l'ouest de l'Ain, de la Loire, du nord de la Haute-Loire, du nord-Ardèche et du nord-Isère.

Une rebond de l'emploi qui bénéficie d'une forte croissance de l'apprentissage

Evolution du nombre de contrats d'apprentissage depuis cinq ans
(base 100 en mai 2018)

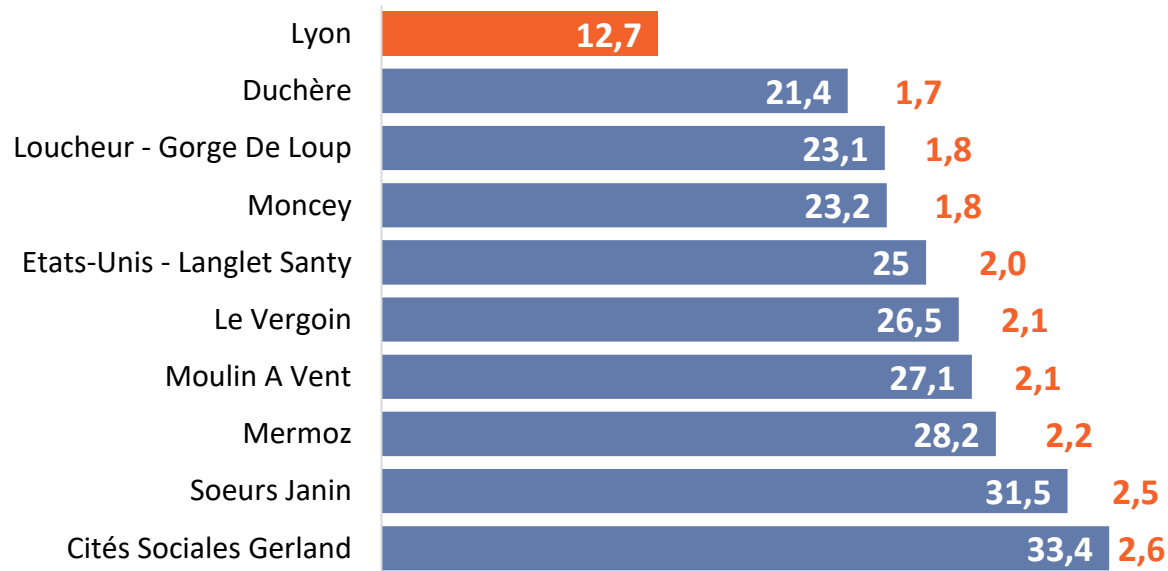


Source : DARES

- Une **explosion de l'apprentissage particulièrement marquée dans le Rhône** :
 - De 11 670 en mai 2018 à 39 350 en mai 2023 (+237%, versus +128% au niveau national)
- A noter également, au niveau national :
 - En 2022, 63 % des contrats signés sont des formations bac +2 ou plus
 - En 2022, 58 % des contrats signés le sont par des apprentis de 20 ans ou plus

Une situation de l'emploi et du chômage qui se heurte à des disparités marquées, en particulier dans les QPV

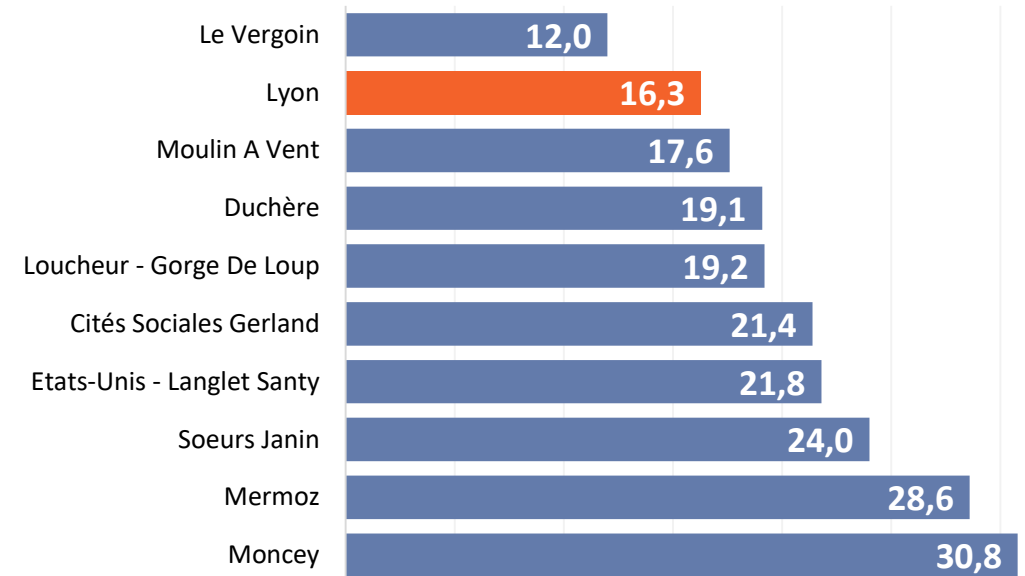
Taux de chômage au sens du recensement de la population en 2019 (en %) - Source : INSEE



La moyenne du taux de chômage des QPV lyonnais est de 26,6% soit plus du double que celui de la Ville de Lyon (12,7%)

6 QPV ont un taux de chômage deux fois supérieur à celui de la Ville de Lyon

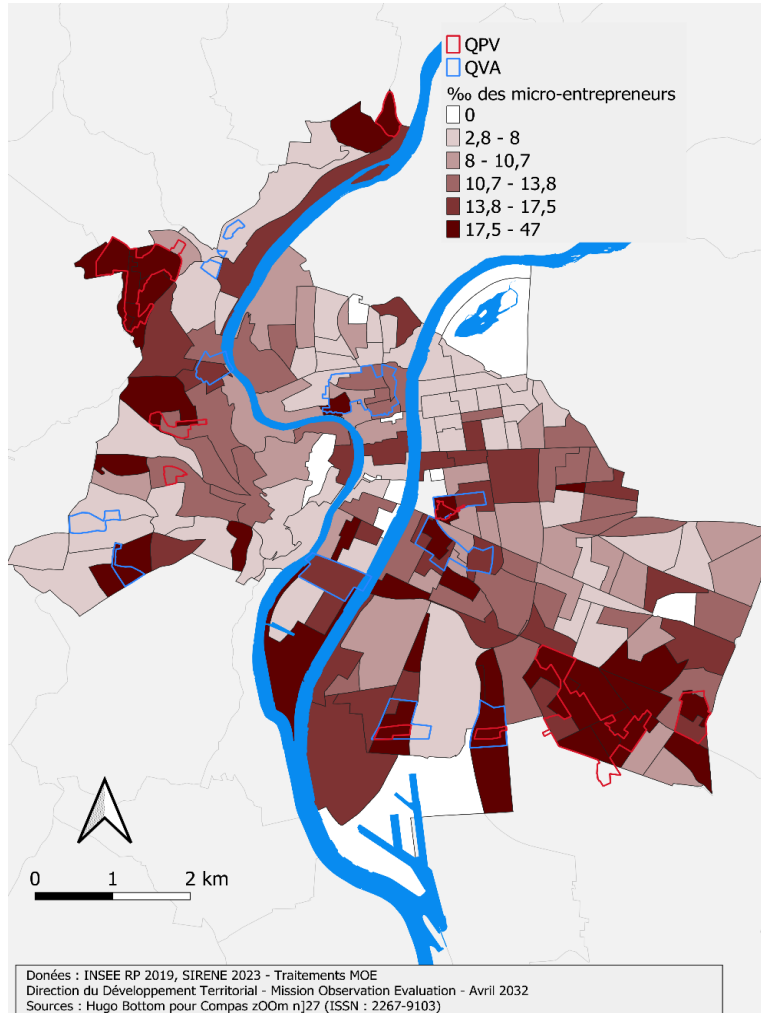
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois en 2019 (en %) - Source : INSEE



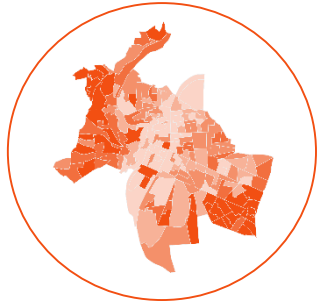
La moyenne des parts d'emplois à durée limitée en QPV est de 5,3 points plus élevée que dans le reste de la Ville de Lyon révélant une grande hétérogénéité au sein des QPV :

- à Moncey cette part est 2 fois plus élevée,
- seul le Vergoin a un taux inférieur à la Ville de Lyon.

L'ubérisation des quartiers impacte positivement le taux de chômage (personnes considérées en emploi) mais sans garantir un niveau de vie suffisant



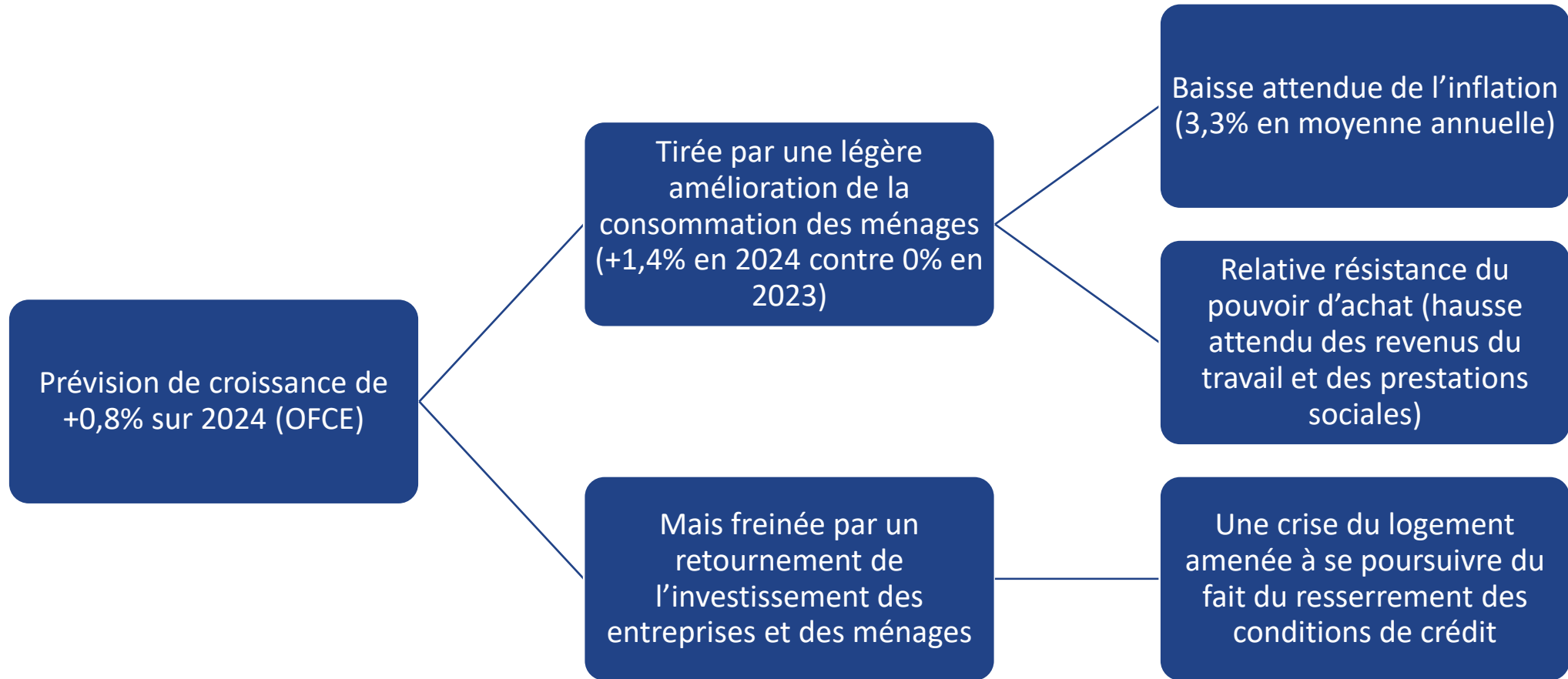
- La part des micro-entrepreneurs dans les QPV est particulièrement élevée notamment pour les chauffeurs-livreurs
- La carte met en exergue les dynamiques suivantes :
 - Il y a une corrélation entre les territoires qui accueillent le plus de *micro-entrepreneurs chauffeurs & livreurs* et les QPV et les QVA
 - La micro-entreprise serait une alternative d'accès à l'emploi
- Il faut être vigilant pour que cette alternative ne devienne pas un choix par défaut qui de surcroît contribue à diminuer le taux de chômage de façon artificielle



Perspectives 2024

NOVEMBRE 2023

Une prévision de faible croissance à horizon 2024 (OFCE)



Une dégradation attendue sur le front du chômage (OFCE)

Tableau 6. Évolution du marché du travail

En milliers, en fin de période pour les données annuelles

Variation T/T-1	2023-T1	2023-T2	2023-T3	2023-T4	2022	2023	2024
Emploi salarié	58	41	-16	-25	378	58	-73
Marchand	47	40	-16	-25	382	46	-53
Non marchand	11	1	0	0	-4	12	-20
Emploi non salarié	34	38	5	5	131	82	20
Emploi total	93	79	-11	-20	509	140	-53
Variation en %	-0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	0,5	-0,2
Taux de chômage*	7,1	7,2	7,3	7,4	7,2	7,4	7,9
Population active (en %)	1,0	-0,5	0,0	0,0	-0,5	0,6	0,4
dont réforme retraite						0,2	0,4

Insee, prévisions OFCE.

* En niveau.

Prévision à 7,9% en fin d'année 2024, proche de son niveau de mi-2021 (OFCE)

Faible croissance de l'activité attendue

Retour à une durée du travail à son niveau de 2019 (hausse de la productivité)

Fin du « quoi qu'il en coûte » (baisse des soutiens publics, remboursement des prêts garantis par l'Etat)

Retardement de l'âge minimal de départ en retraite à 64 ans, entraînant une hausse de la population active (incertitude sur l'ampleur de ce facteur)

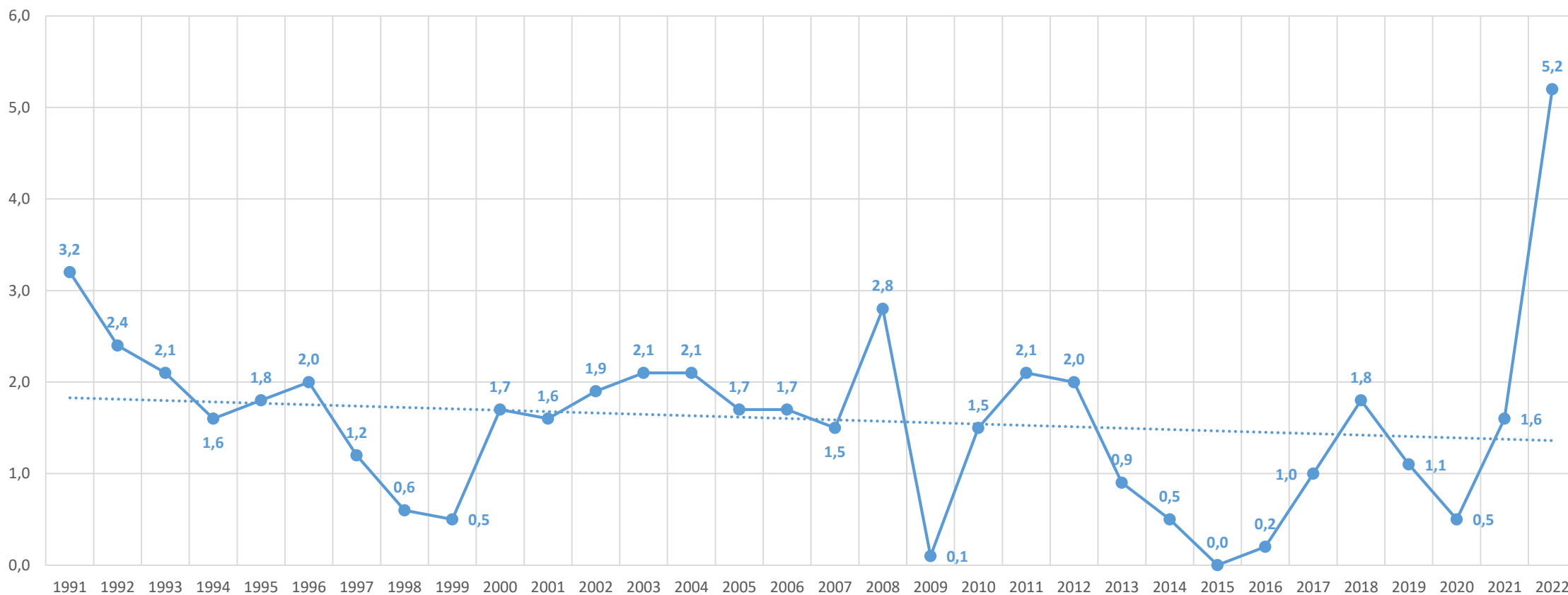
Annexes : éléments d'analyse complémentaire sur l'inflation

2022 : rupture avec une tendance historique de faible inflation

Taux d'inflation depuis 1991 (en %)

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages

Source : Insee, indices des prix à la consommation



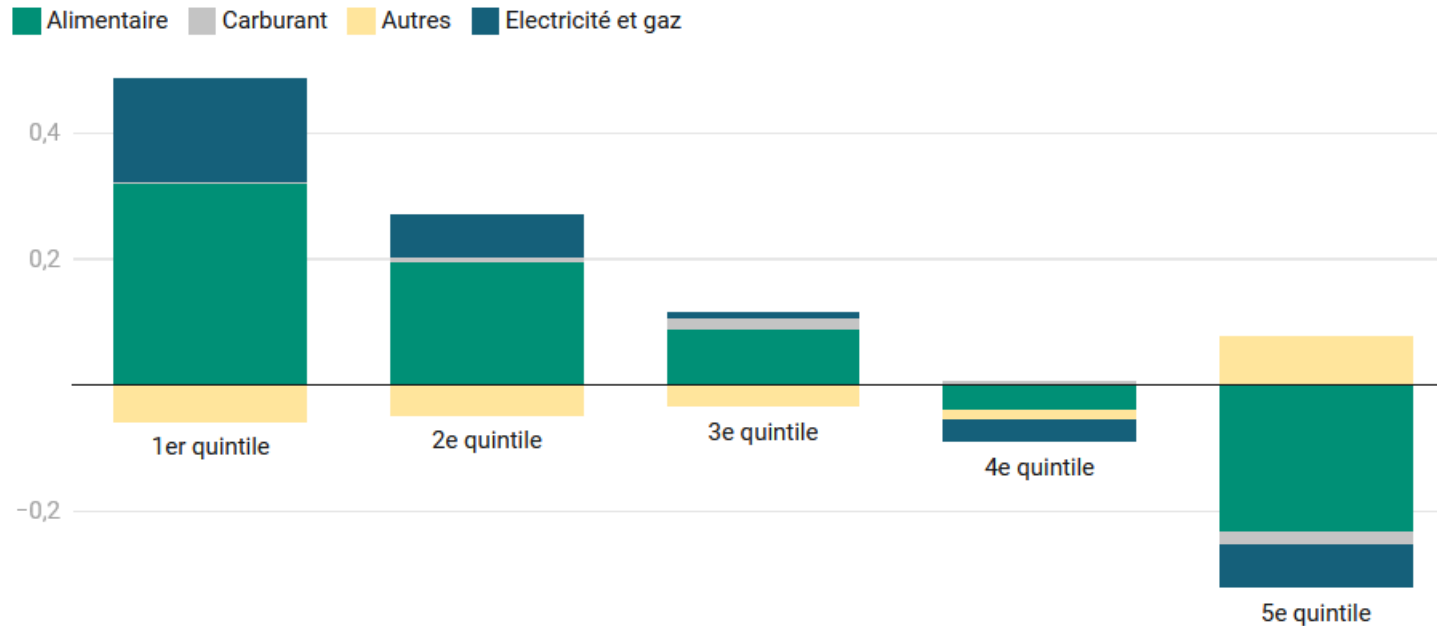
Source : [Insee](https://www.insee.fr)



Une inflation différenciée selon les niveaux de vie

L'inflation n'a pas été pareillement subie selon les niveaux de vie

Inflation subie selon le quintile de niveau de vie (en écart à la moyenne, en point de %, en août 2023 sur un an)

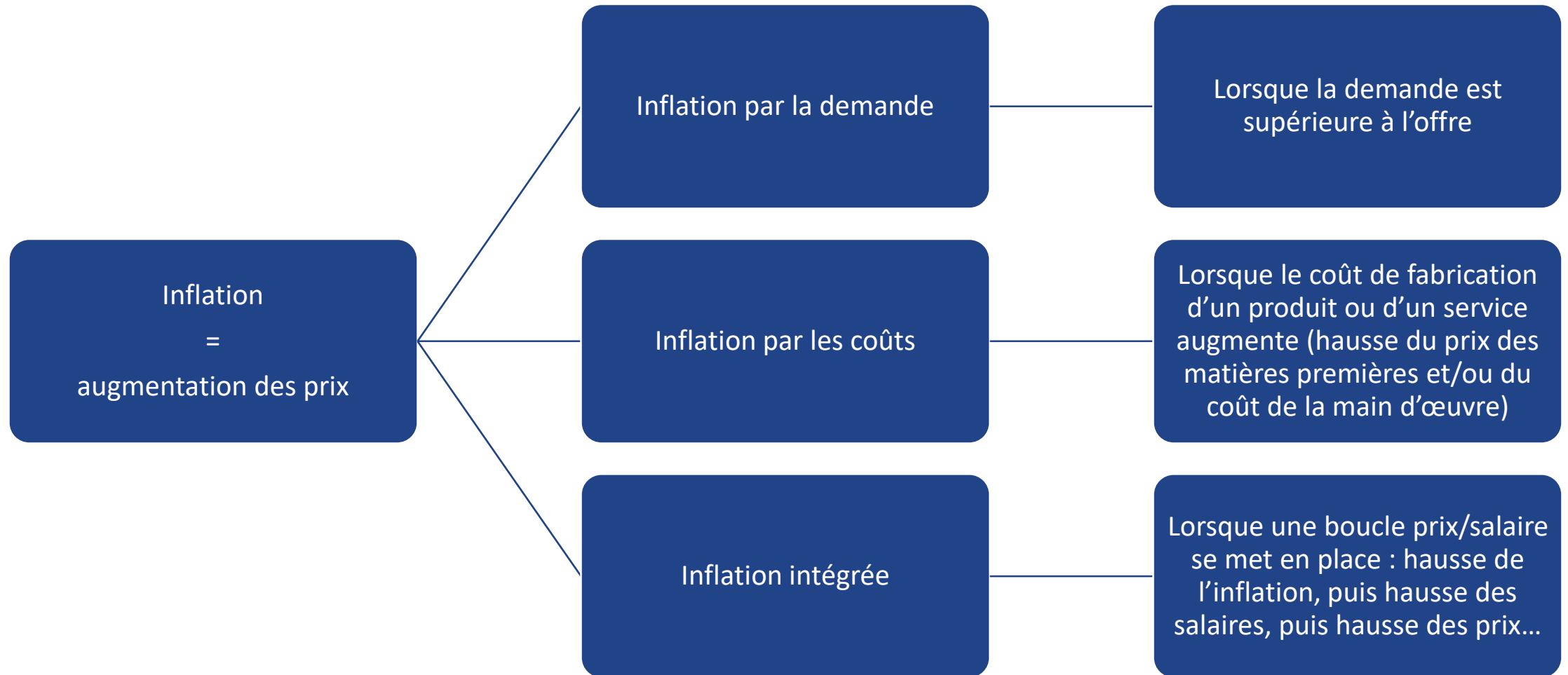


Lecture: 0,32 point de l'inflation supplémentaire subie par les ménages composant le premier quintile de niveau de vie (les 20% les plus modestes) s'explique par leurs dépenses alimentaires.

Graphique: The Conversation France CC • Source: Calculs OFCE • Insérer • Créé avec Datawrapper

« Depuis un an, les ménages les plus impactés par l'inflation sont ainsi les plus modestes car la part de l'alimentaire dans la consommation est d'autant plus élevée que le niveau de vie est faible. L'inflation actuelle du premier quintile de niveau de vie (les 20 % des ménages les plus modestes) est près de 1 % supérieure à celui du dernier quintile (les 20 % les plus aisés). »

Les logiques structurelles de l'inflation



Les causes conjoncturelles de l'inflation depuis 2021

L' « effet de base »

- L'inflation est mesurée sur un an
- Suite à la pandémie, le niveau d'inflation qui sert de référence est donc particulièrement bas

La réouverture post-Covid

- Hausse massive de la demande liée au rattrapage de la demande reportée
- Du fait de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'offre n'a pas suivie
- Une demande plus forte rencontre une offre réduite : les prix montent

Une augmentation des taux de marges des entreprises

- Dans certains secteurs, comme dans celui des industries agroalimentaires, la forte augmentation des taux de marges des entreprises a contribué à la dynamique inflationniste

La guerre en Ukraine (depuis février 2022)

- Entraîne une hausse du prix de nombreuses matières premières : pétrole, gaz, huile, blé...
- La baisse des exportations ukrainiennes tarit l'offre sur les marchés
- La réorganisation des chaînes d'approvisionnement liés aux sanctions contre la Russie est un processus à la fois complexe et coûteux, qui pèse sur le coût de l'offre

La relance budgétaire massive

- Mise en place de programmes d'aides publiques massives et de relance, via un creusement des déficits publics, qui stimulent la demande et accentuent ainsi la pression inflationniste

La faiblesse de la monnaie unique

- Baisse de l'euro à part de 2021, qui s'est accentuée en 2022
- L'euro a atteint la parité avec le dollar
- L'euro est déprécié par rapport à d'autres monnaies comme le franc suisse
- La baisse de l'euro renchérit le prix des importants, donc le prix des énergies fossiles, ce qui renforce l'effet de l'inflation importée

Sources :

- [« Inflation : une hausse des prix soudaine et durable aux causes et effets multiples »](#), Vie-publique.fr, 06/03/2023.
- Insee, [« La croissance résiste, l'inflation aussi »](#), Note de conjoncture, mars 2023.

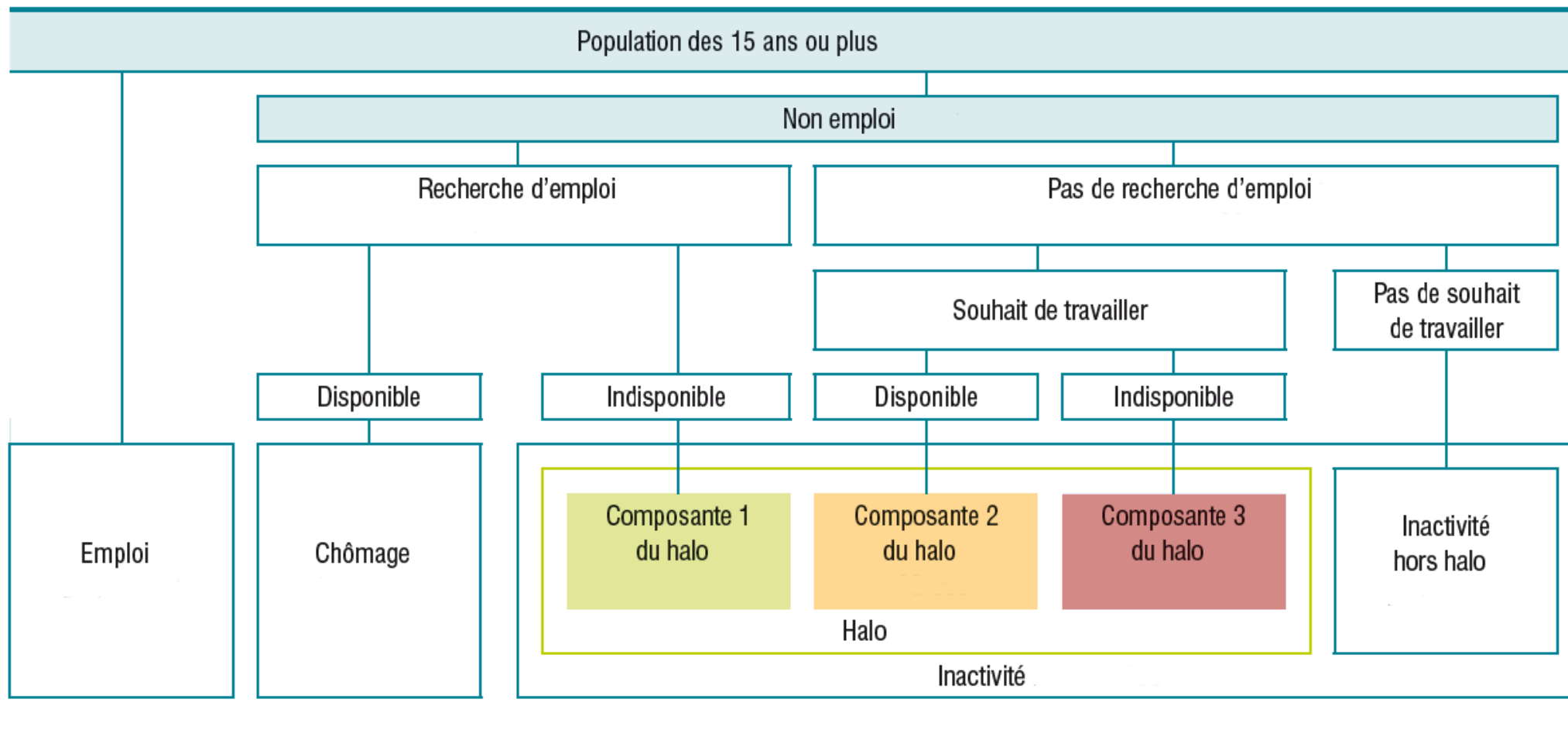
Annexes : les différentes mesures du chômage



Les différentes mesures du chômage par l'INSEE

Institution productrice	Source des données	Définition	Echelle de diffusion la plus fine	Temporalité d'actualisation
INSEE	Enquête Emploi	<p>Le chômage est mesuré en suivant la définition du Bureau international du travail (BIT). Un chômeur au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sans emploi durant une semaine donnée ; • disponible pour travailler dans les deux semaines ; • qui a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. <p>Précision : les démarches actives incluent étudier des annonces d'offres d'emploi, demander à ses amis, sa famille ou son entourage, contacter Pôle emploi, etc. Être inscrit à Pôle emploi n'est pas en soi une démarche de recherche active.</p>	Zone d'emploi	Trimestrielle
INSEE	Recensement de la population	<p>Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi. Un chômeur au sens du recensement n'est pas forcément un chômeur au sens du BIT (et inversement).</p> <p>Précision : pour éviter les confusions, nous utilisons dans cette note le terme de « non-emploi » lorsque nous utilisons les données du recensement.</p>	IRIS (îlot Regroupe pour l'Information Statistique)	Annuelle

Schéma simplifié des concepts au sens du BIT



Source : Bessone A.-J., Cabannes P.-Y., Marrakchi A., 2016, « Halo autour du chômage : une population hétérogène et une situation transitoire », *Insee Références – Emploi, chômage et revenus du travail*, édition 2016, [URL](#). Précision : les données indiquées dans l'infographie source (relatives à l'année 2015) ont été effacées car n'étant plus à jour.

Les données de Pôle Emploi sur les demandeurs d'emploi

